

# La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Mensuel d'information - novembre-décembre 2011 - n° 146-147 (numéro double)



*Débats d'octobre et novembre 2011 :*

« **Savoir et savoir-faire africains : dimensions spirituelles, créativité et technologie moderne** »

et

« **La rentabilité des investissements en Afrique** »



enda europe

## Éditorial

### DURBAN : un espoir pour 2015

La 17<sup>e</sup> conférence de la Convention – Cadre des Nations unies sur les changements climatiques s'est terminée, après 15 jours d'assise et 48 heures de prolongation pour arriver à un consensus improbable, par un accord à minima. Aux cris d'alarme poussés tant par les ONG très présentes pour faire pression sur les négociateurs et la caravane transafricaine de l'espoir partie du Burundi que par les organisations internationales au premier rang desquels l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) et le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE), les 193 pays représentés à Durban ont répondu en différant une nouvelle fois leurs engagements contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Après le Sommet de Copenhague en 2009 très décevant et celui de Cancun où des espoirs à concrétiser s'étaient levés, la rencontre de Durban n'a pas répondu aux attentes des pays les plus exigeants. Quels étaient les enjeux pour les différentes parties prenantes ?

Pour les pays européens, une poursuite des engagements contraignants au titre de l'accord de Kyoto au-delà de son terme en 2012, moyennant un engagement global et contraignant pour les autres parties qui s'étaient tenues à l'écart des contraintes de Kyoto.

Pour les autres pays industrialisés – Etats-Unis, Canada, Russie, Japon, Australie – se refuser à souscrire aux engagements de Kyoto tant que les pays émergents gros émetteurs de gaz à effet de serre s'en dispensent.

Pour les pays émergents, il n'était pas question de rejoindre les pays industrialisés responsables dans leur ensemble, à leurs yeux, de l'état critique de la planète.

Enfin les pays en développement, les plus nombreux, étaient partisans de reconduire pour 8 ans l'accord de Kyoto, de la mise en œuvre d'un Fonds Vert de 100 milliards \$/an à partir de 2020 pour financer une politique de transition énergétique et d'adaptation de leur économie.

La négociation, très âpre, s'est déroulée sur fond de crise économique mondiale, vue par les uns comme une chance de changer de modèle économique (l'économie verte), par les autres comme un frein à toute évolution en l'absence d'un accord global et contraignant sur une politique mondiale de réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'attachement des Européens et des représentants des pays en développement à l'égard d'une poursuite de l'accord de Kyoto s'explique par le besoin de préserver ses acquis en matière de comptabilisation des émissions, de valorisation des efforts de leur réduction et de recours aux mécanismes de marché pour atteindre les objectifs fixés. Les pays africains qui se sont exprimés d'une seule voix y voyaient également une opportunité liée au Mécanisme de Développement Propre (MDP) qui incite les pays industrialisés à développer chez eux des installations sobres en carbone.

Au final, les pays se sont quittés sur un constat d'incapacité à s'engager dès maintenant (en dehors de

(Suite page 20)

## Cycle II : « La production du savoir et du savoir-faire »

### 1. « Savoir et savoir-faire africains : dimensions spirituelles, créativité et technologie moderne »

**L**e président de la CADE, **Jean-Loïc Baudet**, présente cette rencontre, la première d'un nouveau cycle sur « La production du savoir et du savoir-faire en Afrique ». C'est un sujet important tout particulièrement en cette période de crise, qui a d'abord été financière et qui est devenue économique et de civilisation, et qui ne touche pas seulement l'Europe. Elle pose des problèmes de fond quant à l'orientation de nos sociétés, non seulement au plan économique mais également social, culturel, et nous interpelle tous. Au cœur du développement, il y a la production du savoir et du savoir-faire et, à travers ce nouveau cycle, nous nous interrogerons sur leur spécificité en Afrique, sur leur ouverture au monde et sur leur apport aux sociétés africaines. Ce thème, dont on n'aborde aujourd'hui que les prémices, sera développé sur deux ans.

Il remercie **Roland Portella**, vice-président de la CADE, d'avoir accepté d'animer ce débat.



De gauche à droite : Lucie Emgba, Roland Portella et Modeste Chouaïbou Nji Mfenjou.

Intervenants :

**Lucie Emgba**, enseignante en histoire culturelle et marché de l'art à l'Ecole d'Art et de Communication de Paris.

**Modeste Chouaïbou Nji Mfenjou**, avocat à la Cour, écrivain, essayiste, auteur de « L'Afrique à l'époque du développement durable ».■

#### Introduction de Roland Portella

La problématique évoquée par ce cycle est vaste ; elle touche tous les acteurs de la société, de ceux qui relèvent du système coutumier aux professeurs et chercheurs. Il rend hommage à Emile Hatcheu, universitaire camerounais, grâce auquel a pu être organisé ce cycle. Cet enseignant-chercheur se pose la question du développement des structures de savoir, de savoir-faire, de formation, d'enseignement en Afrique. Il a besoin de soutiens et c'est à l'occasion d'une concertation avec lui que l'idée de ce cycle est née. R. Portella rapporte quelques anecdotes pour illustrer le sujet. Il discutait il y a quelques temps au Cameroun avec des jeunes chez un ami qui tient un maquis (*ndlr : restaurant local souvent en plein air*). L'un d'eux ayant cité le nom de Cheick **Modibo** Diarra, ce savant malien travaillant à la Nasa, a demandé si nous, jeunes Africains, auront la chance d'avoir

le même parcours que lui ? Un serveur est intervenu pour dire que certes, ce Cheick **Modibo** Diarra est quelqu'un de compétent, mais c'est surtout quelqu'un qui a de la sagesse et du savoir ancestral, ajoutant « je ne peux rien vous expliquer car vous n'avez pas encore acquis le minimum de sagesse requis ».

Autre anecdote : Il a rencontré à Libreville des experts de la diaspora africaine dans le cadre d'une mission de bailleurs de fonds sur le développement durable. Un chef coutumier est intervenu pour dire « qu'il est aberrant, que vous, Africains, veniez faire du transfert de savoirs sans vous demander comment, nous, nous avons pu préserver notre patrimoine, nos forêts, malgré



Roland Portella © CADE

nos problèmes. On a certainement des techniques. Venez d'abord voir ce que nous apportons et confrontons-le avec ce que vous pouvez apporter avec vos technologies modernes. Mais ne faites pas l'inverse ».

R. Portella cite l'ouvrage « L'Afrique au secours de l'Occident » de Anne-Cécile Robert qui met en valeur les connaissances africaines susceptibles de servir le monde. En 2009, Sanou MBaye a apporté une réponse dans son ouvrage « L'Afrique au secours de l'Afrique » dans lequel il développe la thèse que l'Afrique doit développer elle-même ses savoirs endogènes, puiser dans son patrimoine et le mixer avec les technologies modernes pour se développer. R. Portella termine son introduction en interrogeant les intervenants sur ce qu'on entend par patrimoine immatériel, savoir, connaissance.

Pour **Lucie Emgba**, la question essentielle est de savoir comment passer du singulier à l'universel. Comment faire en sorte que les savoirs endogènes deviennent quelque chose de commun, non seulement à l'Afrique, mais au monde ? Quant aux systèmes de pensée et de connaissance, il est vrai qu'il y a un clivage de fait puisque les systèmes de pensée endogènes ont souvent été étudiés comme quelque chose de spécifique ; on a parlé de la « pensée sauvage », de la « pensée primitive » pendant longtemps. Or le système de connaissance est appelé à devenir du partageable, con-

duisant peut-être à l'uniformité alors que les systèmes de pensée peuvent être particuliers. On aborde ici le fameux relativisme anthropologique de la seconde moitié du XXe siècle.

Pour **Modeste Chouaïbou Nji Mfenjou**, la question est de savoir s'il y a des savoirs et des savoir-faire en Afrique. On est dans un monde qui affirme haut et fort que l'Afrique est en marge, qu'elle ne contribuerait pas assez ou qu'elle ne bénéficierait pas assez parce qu'elle -même ne produirait pas assez, attendant que les autres le fassent pour elle et que, de plus, elle ne bé-

néficerait pas d'un système de pensée endogène. Pour M. C. Nji Mfenjou, ce système de pensée est bien présent mais n'est pas valorisé ce qui empêche l'Afrique de profiter de son savoir et de son savoir-faire.

Pour faire transition avec le premier exposé, **Roland Portella** relate qu'une artiste africaine était reléguée, dans une galerie d'art, au rayon exotique. Elle a protesté, disant qu'elle transmet par son art des valeurs universelles et que ce confinement n'est en rien justifié. Après cette anecdote illustrative, il donne la parole à Lucie Emgba. ■

## Des savoirs partageables

**Lucie Emgba** aborde son exposé en relevant la frontière qui existe dans le domaine de la reconnaissance des cultures. C'est une question cruciale dans celui de l'art. On parle des « arts extra-européens » ; l'exotisme et le folklore sont toujours présents dans la représentation de l'autre. Cette perception s'applique aux objets des autres dits traditionnels, primitifs, sauvages, nègres et donne aux artistes contemporains le sentiment d'être classés. Pour aborder le sujet du savoir et du savoir-faire, L. Emgba choisit de s'appuyer sur son matériau de travail que sont les objets d'art africain. A travers eux, les populations locales, lorsqu'elles représentent le monde, mettent en avant des connaissances et des savoirs partageables, car L. Emgba le déclare avec force : oui, l'Afrique a quelque chose à partager. Elle présente **la diapositive d'une** figure anthropomorphe : un homme amaigri dans une posture qui lui semble être universelle, celle de la pensée, de la réflexion. Il se trouve que c'est un homme malade, figure emblématique du traitement de la maladie dans l'art africain. Au-delà de cette représentation spécifique, endogène de la maladie, il y a cette douleur qui



nous est commune à tous, face à cet état. La maladie est également exprimée par la représentation d'une statue dogon, un des premiers peuples à avoir été découvert pour leurs créations plastiques au début du XXe siècle.

L. Emgba montre ensuite une représentation d'une statuette à clous du Congo qui représente à la fois la maladie en tant qu'atteinte portée au corps et le traitement de cette maladie par le guérisseur, donc à la fois la représentation endogène de la maladie, donnée universelle, et son traitement par le savoir et le savoir-faire africain. Se pose alors la question non plus de la représentation visuelle du mal mais de la représentation sociale, culturelle qu'on s'en fait dans ces territoires, ce qui amène à s'interroger sur le sens donné dans ces derniers à la « corporalité ». Il y a bien entendu des constantes, car même si les spécificités territoriales, culturelles sont bien affirmées, aussi bien sur le plan plastique que sur celui de la représentation du monde, on trouve des convergences sur la philosophie de l'homme, sa place dans la vie, son rapport à la souffrance, à la mort notamment. Il se trouve que le rapport au mal, au corps, renvoie au monde de l'invisible, donc à cette dimension spirituelle qui amène l'homme à considé-



Lucie Emgba © CADE

rer son corps comme partie intégrante de quelque chose de plus vaste que ne l'est le corps en Europe : corps indivisible aux individualités closes (conception européenne de ce moi malade), mais corps beaucoup plus divisible, décliné sur plusieurs plans dans la

grande majorité des traditions africaines, découpé en plusieurs états d'être, impliquant certes le corps et l'âme, mais aussi l'esprit (on rencontre ici des spécificités culturelles), chez certains la notion de souffle, chez d'autres celle de l'ombre, le nom de l'individu pouvant lui-même traduire un certain état de sa personne. Ce sont autant de soubassements qui vont demander à être reconnus et traités pour venir à bout de la maladie car c'est la personne dans tous ses états qui est touchée par le mal.

### ► Des connaissances empiriques à la connaissance scientifique

Dans un premier temps, au début du XXe siècle, pour l'essentiel, on ne retenait des arts africains, de manière réductrice, que des fétiches, la représentation et le culte des ancêtres, ce qui renvoyait à une spiritualité flirtant avec l'irrationalité. Or, en fait, il s'agit d'une véritable rationalisation interne, systémique, qui s'enracinait, certes, dans des

traditions, mais surtout dans des vécus pratiques, empiriques. Traiter un corps malade revient à regarder au-delà de ce corps, prendre en considération l'environnement à la fois proche, visible, familial, l'histoire, la dimension narrative de la maladie : son départ, son déroulement, les causes possibles éventuellement virtuelles, l'ancêtre. Faire intervenir ce monde de l'invisible, le travailler, le traiter est matérialisé par le geste de guérison, voire de chirurgie illustré par l'art africain. Celui-ci montre la façon dont l'Africain comprend et se représente plastiquement, éthiquement, philosophiquement et **méta-physiquement** le mal et la manière d'en venir à bout. L. Emgba conclut ce premier point en reconnaissant que, au plan médical, ces savoirs et savoir-faire existent bel et bien, qu'ils régissent la vie d'au moins 80 % des Africains qui sont majoritairement des ruraux qui, vivant dans des conditions économiques précaires, recourent à cette médecine traditionnelle, empirique. A-t-on, à travers ces savoirs, la possibilité d'une évolution vers la science ? L. Emgba livre l'exemple de **ce docteur en pharmacie** camerounais, **Denis Ekotto-Mengata**, qui a mis au point **un médicament** à partir d'une plante pour soigner l'hépatite virale, **l'Hepasor\***. Ce médicament a été recon-

nu par le Ministère de la santé et protégé par l'OAPI (Organisation Africaine pour la Propriété Intellectuelle). Cet exemple montre que des savoirs traditionnels débouchent sur de véritables réalisations techniques et scientifiques.

Lucie Emgba poursuit son exposé en abordant la cosmogonie dogon. Les Dogons sont un très vieux peuple du Mali, qui va surprendre de grands ethnologues français par ses découvertes de faits astronomiques non observables à l'œil nu et qui recourent les avancées en matière de cosmologie moderne. La question qui se pose est de savoir comment, à partir de manifestations spirituelles (car les astronomes dogon étaient avant tout des prêtres), les Dogons ont pu fonder des écoles d'observation du ciel, et, à partir de leurs observations traduites sur un registre mythologique et symbolique, arriver à une appréciation aussi juste de la réalité stellaire. Ils doublent leurs autels de prière, manifestation de leur spiritualité, de sites d'observation scientifique dans le même temps et dans le même geste. Ces hommes et ces femmes étaient en observation de la rotation du soleil autour de son orbite et ont calqué la gestion de leur système agricole sur ce mouvement cosmologique des étoiles dans le ciel. Hormis Sirius, les dogons vont

chercher d'autres astres, arrivant à départager étoiles fixes et en mouvement qu'ils identifient avec leur terminologie locale. **C'est ainsi que les Dogon construisent leur propre histoire, à partir de cette cosmogonie, de cette origine nous disent-ils de la vie, faisant partir celle-ci de l'étoile Sirius dont des êtres mythiques seraient descendus et leur auraient livré le savoir.**

L. Emgba termine son exposé en citant la Sénégalaise, Oumou Sy, cette grande dame de la mode, décorée par la France de la Légion d'honneur pour son œuvre qui est, tout comme chez les sculpteurs traditionnels, la preuve de l'enracinement des savoirs et savoir-faire en Afrique dans l'existence des populations africaines et dans le vaste monde.

R. Portella relève que ce qui vient d'être décrit, c'est plus que du savoir, c'est une alliance entre connaissance spirituelle et science. Le problème est que les jeunes ont besoin de faire le lien entre connaissance, action et technologie. Ont-ils accès à cette connaissance et comment valoriser ce savoir et savoir-faire pour le développement ? Il passe la parole au prochain intervenant. ■

**\*L'Hepasor est issu de l'*Enantia chlorantha*, une Annonaceae africaine dont le principe actif est la Protoberberine.**

## Des savoirs marginalisés

**Modeste Chouaïbou Nji Mfenjou** commence par se demander si ce savoir et ce savoir-faire africain peuvent être la plate-forme à partir de laquelle l'Afrique peut se lever et gagner sa place dans le monde. Pour lui ces savoirs et savoir-faire sont marginalisés aussi bien en Afrique qu'à l'extérieur et pour gagner sa place sur l'échiquier international, l'Afrique devra valoriser ses savoirs endogènes. Cet ensemble de connaissances permet à un peuple d'exister, peuple dont l'histoire a été, selon l'orateur, façonnée par une anthropologie occidentale et au gré de ses intervenants. M. C. Nji Mfenjou a sillonné l'Afrique en quête de

sa vérité, de sa diversité. Il a rencontré le peuple dogon, peuple discriminé par la géographie, son éloignement de la capitale malienne, mais fier **de lui-même**, de ses connaissances, de sa sagesse.

Les savoirs et savoir-faire africains sont-ils utiles ? M. C. Nji Mfenjou répond oui. Mais pourquoi sont-ils mis à l'écart ? L'Afrique est un continent d'initiés, mais de cette initiation on a fait un tabou et l'anthropologie en a fait quelque chose de tellement compliqué que les jeunes s'en éloignent pour se tourner vers les con-

naissances occidentales et ses technologies. En pays Bamoun, au Cameroun, les jeunes étaient autrefois soumis à l'initiation. Celle-ci n'est pratiquement plus pratiquée (1 % de la population). Il y avait des cycles avant d'arriver à l'âge adulte : l'enfant naissait, était d'abord lié à la mère, puis au père et enfin aux deux avant d'atteindre sa majorité à 21 ans. Les stages initiatiques permettaient à l'enfant de prendre sa place dans la société. Cette initiation a été pratiquement abandonnée.



Modeste Chouaïbou Nji Mfenjou

Un autre facteur est celui de la spiritualité. Quand les missions sont arrivées au Cameroun, il a été demandé aux Bamoun de quitter leurs pratiques religieuses traditionnelles pour devenir chrétiens monogames. Plus tard, avec l'arrivée des musulmans, les Bamoun sont autorisés à avoir quatre épouses et plus pourvu qu'ils deviennent musulmans. Une partie de la population le devient, une autre reste chrétienne ; les deux se rejoignent finalement dans les croyances de départ et leurs pratiques traditionnelles. Il se trouve qu'après la première guerre mondiale, les Bamoun ayant été du mauvais côté, les écoles traditionnelles ont été fermées. Le peuple déstabilisé a converti son savoir traditionnel en folklore et fabriqué les objets d'art qu'on retrouve sur les marchés

## LE DEBAT

Une première intervention porte sur la formation et sur la valorisation des médecines traditionnelles. Ce sont des domaines où il faut politiser l'action car il ne peut être laissé aux seuls scientifiques occidentaux qui ont une vision économique et politique qui, selon l'intervenant, manque de réalisme. Ce sont aussi des domaines qui participent à la mondialisation car ils contribuent au rapprochement des cultures. Des résultats extraordinaires sont obtenus à partir des savoirs traditionnels dans différents pays comme en Afrique du Sud et en Inde. Il existe des actions de recherche en partenariat avec des Africains pour les Africains. Pour cet intervenant, le moment est venu pour l'Afrique de sortir de son histoire trouble et de rejoindre le concert des nations.

Sur l'action politique, il est répondu qu'il faut une volonté pour faire éclore des savoirs. Mais se pose la question des outils qui permettraient aux jeunes de se réapproprier cette conscience. Beaucoup refusent de revenir aux pratiques initiatiques car ils sont dans le modernisme. Pour M. C. Nji Mfenjou, le symbolique est important ; ce sont des « pieds

occidentaux. Comment peut-on entretenir son savoir quand on est déconnecté des éléments fondamentaux de sa société ? Les musulmans prient, sans forcément saisir le sens des paroles, pour l'amélioration de leur quotidien, pour la prospérité de leur commerce, pour de bonnes récoltes. Tout est réuni à Dieu pour que les lendemains soient meilleurs. Les savoirs et savoir-faire, dans ce cas de figure, sont mis de côté et cette déconnection des valeurs fondamentales ne favorise pas l'accès au développement.

En conclusion, M. C. Nji Mfenjou pense que pour que l'Afrique se développe, il faut qu'elle se réconcilie avec ses valeurs endogènes. Il faut commencer à être soi-même, avec ses propres instruments, pour s'enrichir de la rencontre des autres.

nus » qui ont accumulé ces connaissances traditionnelles. On ne peut pas compter sur l'homme politique africain « qui ne sait rien et qui a peur de son propre village » pour revenir aux savoirs et savoir-faire africains. Le peuple le sait et c'est à lui seul qu'il reviendra de faire la promotion de ces connaissances. L. Emgba préconise qu'on permette aux jeunes Africains de se confronter aux différents états de l'Afrique, par exemple en leur faisant découvrir le territoire dogon et les enjeux de leur tradition scientifique.

Le vice-président du congrès panafricain des anthropologues revient sur l'initiation. L'initiation c'est l'acquisition de connaissances. Pour lui, les anthropologues ont une part de responsabilité dans le malentendu qui porte sur le sens du mot, en parlant de magie, de mystère, ce qui le rend incompatible avec l'enseignement moderne. Or, on ne peut pas connaître si on n'a pas un minimum d'encadrement s'appuyant sur du vécu. L'initiation, ce n'est rien d'autre que d'amener à un certain niveau de connaissances, fermées parce qu'il y a des étapes à franchir, mais ouvertes car on peut aller les chercher. Pour L. Emgba, l'initiation (ésotérisme) est un processus qui pourrait être complémentaire de

L'orateur regrette que l'école ne valorise pas les connaissances endogènes et que la jeunesse ne trouve d'autre solution que de partir. Il rend hommage aux ONG telles que Enda Tiers Monde et la CADE pour leur démarche prospective qui éclaire le choix des acteurs sans pour autant entretenir une quelconque dépendance.

R. Portella estime qu'il faut faire une distinction entre le peuple et l'élite africaine. Il a cité Sanou MBaye qui travaillait dans des organisations internationales. Quand il a vu qu'il favorisait la dépendance, il est parti pour aller valoriser les savoirs endogènes auprès des jeunes. Il donne la parole à la salle en souhaitant que le débat soit centré sur la valorisation des savoirs et savoir-faire africains. ■

l'éducation (exotérisme). L'ésotérisme est cantonné dans un temps, celui de l'apprentissage, avec surtout une finalité pragmatique. L'enjeu est de relier les sociétés traditionnelles avec ses modalités ésotériques à la civilisation moderne, de type européen, avec ses modalités exotériques. C'est pour les hommes et les femmes africains, le travail d'une vie. Pour M. C. Nji Mfenjou, on peut amener la jeunesse à comprendre un certain nombre de choses sans passer par les structures traditionnelles d'apprentissage grâce aux technologies modernes.

L. Emgba, en réponse à des interrogations du public, tente de démêler ce qui relève de l'individuel ou du spécifique. Dans les domaines de l'art, de la science, de l'esthétique, on est dans l'individuel, dans le spécifique à chaque culture, voire à chaque homme. L'universel est une posture de l'humain face à la souffrance (dans les exemples qu'elle a donné de son expression dans la statue africaine) qui est commune à tous. Plus généralement, il y a une communauté d'expériences partageables qui essaie d'exprimer une vérité humaine qui relève de l'universel. ■

**Philippe Mathieu**

## Compte-rendu de la rencontre-débat du 8 décembre 2011

Cycle III : « Valoriser et transformer les potentiels de l'Afrique en richesses réelles »

### 1. « La rentabilité des investissements en Afrique »

**J**ean-Loïc Baudet, président de la CADE, ouvre la première rencontre de ce nouveau cycle. La valorisation des richesses potentielles africaines nécessite un afflux d'investissements pour consolider les progrès économiques déjà enre-



De gauche à droite : Yves Ekoué Amaïzo , Roland Portella, Joël Krief et Brice Lodugnon

gistrés. Les ressources tirées de ces investissements sont importantes mais la question est de savoir comment ces dernières sont recyclées dans l'économie pour faire de la croissance et un mouvement de développement qui permette de créer des emplois et d'avoir un effet « boule de neige ». Aujourd'hui, avec une rentabi-

lité des investissements en Afrique difficilement envisageable sur d'autres continents, la question posée est celle du secteur privé dont le succès est lié à la qualité de son management et qui souffre des problèmes occasionnés par un environnement parfois peu sûr qui doit être consolidé.

#### Introduction de Roland Portella

Ce cycle succède à celui consacré ces deux dernières années à *La libération des capacités d'entreprendre en Afrique*. L'approche est ici plus macroéconomique. Ce cycle répond aux interrogations d'entrepreneurs qui se disent être dans un environnement où ils voudraient qu'il y ait plus d'accumulation de capital pour être en mesure de créer plus de richesses. C'est la raison pour laquelle ce cycle est centré sur le thème : comment arrive-t-on à créer de la richesse en Afrique ? On sait qu'il existe un potentiel de plus en plus important et que l'Afrique pourrait devenir un eldorado dans les années à venir. Cependant, si une enquête a montré que 60 à 70 % des investisseurs pensent que d'ici 10 ans l'Afrique sera très attractive, une enquête faite en 2009 au Cameroun montre que la majorité des investisseurs se plaignent au contraire d'un manque d'attractivité, ce qui pourrait révéler une dichotomie entre investisseurs étrangers et locaux, ce qui ne serait pas souhaitable.

Ce cycle sera décliné en plusieurs sujets :

1. Un sujet transversal sur les investissements ;
2. un sujet sur la formation, comment créer des compétences en fonction des besoins du marché ?
3. un sujet sur l'épargne africaine, insuffisamment mobilisée ;
4. un sujet sur l'énergie.

Les intervenants sollicités et qui ont bien voulu participer à ce débat sont :

- **Yves Ekoué Amaïzo** : consultant international, Managing Director de Knowledge For Interdependency Consulting; chroniqueur à *Africa N°1*, auteur des ouvrages *Mondialisation et marginalisation, une chance pour l'Afrique* (1998) et *Crise financière mondiale, des réponses alternatives* (2010).
- **Joël Krief** : banquier d'affaires, General Partner de Africa & Middle-East Capital.
- **Brice Lodugnon** : directeur d'Emerginf Capital Partners en Côte d'Ivoire .

**Roland Portella** qui a accepté d'animer ce débat pose une première question : est-ce que la problématique de la zone Euro peut avoir un impact sur les investissements en Afrique ? Y. E Amaïzo répond qu'il y a aujourd'hui un mouvement suivant lequel l'Europe n'a plus un rôle central pour transférer une partie de l'épargne vers l'investissement en Afrique. Les Etats se sont diversifiés et ont développé de nouvelles formes d'alliances qui permettent aux dirigeants africains de disposer d'une offre. Une crise de l'Euro n'aurait plus un effet quasi automatique sur la zone franc comme cela aurait pu être auparavant. Pour J. Krief, si la crise de l'Euro se traduit par une dégradation de la parité Euro/Dollar, cela peut être très positif pour l'Afrique de l'Ouest et relancer les entreprises exportatrices qui deviennent plus compétitives en zone dollar. Il donne l'exemple du thon pêché en Côte d'Ivoire, congelé sur place et expédié en Thaïlande qui le met en conserve et le réexpédie vers la France, solution jugée plus économique, compte tenu des coûts de production en Côte d'Ivoire, par les

pêcheurs et les investisseurs thaïlandais. Ceci pour l'effet positif. Par contre, ce qui est important pour l'Afrique de l'Ouest, c'est de main-

tenir des taux d'intérêt relativement bas qui permettent d'investir dans la durée (à des taux de 5 à 6 % avec une parité fixe avec une monnaie

forte comme l'Euro). Il sera difficile de bâtir des entreprises au Nigeria ou au Kenya avec des taux d'intérêt de 16 à 17 %.

**Quelle perception ont le monde et l'Afrique elle-même des investissements en Afrique ?** demande R. Portella avant de passer la parole au premier intervenant.

**Yves Ekoué Amaïzo** estime que le scénario évoqué ci-dessus ne marche plus si le franc CFA est dévalué parce que les matières premières devront augmenter en volume et en valeur. Il avait préconisé une dévaluation simultanée du dollar et de l'Euro ce qui aurait peut-être résolu beaucoup de choses, y compris pour la Grèce. Il propose de clarifier le concept d'investissement et surtout la notion de perception de la rentabilité des investissements en Afrique. Il y a des risques stratégiques, une urgence de la polarisation. Est-ce que ces investissements créent un avantage compétitif pour l'Afrique ? Si non, on va créer des emplois en Asie, comme dans l'exemple cité plus haut.

#### ► Clarifier le concept d'investissement

Y. E. Amaïzo préfère parler de « ressources non génératrices d'endettement ». C'est très important car cela comporte l'aide au développement, le solde budgétaire positif des Etats, les transferts financiers de la diaspora, les investissements étrangers directs (IED), les investissements en portefeuille (IP), les transferts de profits. Tout cela, bien géré et bien organisé, donne la capacité d'influence d'une économie. L'investissement, c'est d'abord un sacrifice : il faut renoncer à une consommation immédiate pour un surcroît de recettes futures (c'est la rentabilité prévisionnelle). La dépense immédiate est la charge temporaire modifiant durablement le cycle d'exploitation d'une organisation, d'un individu, ou d'un produit financier. Il faut des arbitrages à savoir un choix judicieux qui permet ou non de créer de la valeur. La valeur nette d'un investissement qui est la différence entre sa valeur actuelle et son coût, permet de mesurer la valeur



Yves Ekoué Amaïzo

ajoutée créée. Tout cela se situe dans une dynamique d'enrichissement qui permet d'assurer une croissance à long terme. Il y a des contrôles à faire aussi bien au niveau macroécono-

mique (part dans la formation du capital fixe d'une économie) qu'au niveau microéconomique (profit, retour sur investissement, renouvellement de la valeur). Tout ceci conduit au développement, au progrès et au mieux-être. C'est une création continue et diffusée de la valeur ajoutée créée.

#### ► Rentabilité des investissements

Cette rentabilité est soumise à deux logiques : une logique financière qui est la capacité d'un capital à procurer du revenu, et une logique de production qui est le bénéfice tiré d'un investissement productif. La mesure de la rentabilité est complexe. Du point de vue financier, c'est le rapport entre résultat net et capitaux propres. Au plan économique, c'est le rapport entre l'excédent brut d'exploitation et l'actif économique. Au plan de la logique commerciale, c'est le rapport entre résultat d'exploitation et chiffre d'affaires hors taxe. Il y a d'autres logiques : la logique sociale, éthique, environnementale, la logique de développement (formation du capital fixe, emplois, choix technologiques, relations avec les concurrents, externalités limitées). Le calcul du taux de rentabilité d'un investissement par rapport au coût d'opportunité du capital dépend du risque de l'actif économique.

#### ► Afrique : un investissement capital ?

Pour qui ? répond Y. E. Amaïzo. Pour beaucoup, l'Afrique est un bon placement sauf que ce que cela rapporte est réduit. Ce sont les multinationales qui créent des emplois mais, sur le long terme, ceux-ci ont été détruits plusieurs fois. Alors, s'interroge l'orateur, l'Afrique est-elle un investissement capital ou devient-elle un capital-investissement ? Ce sont, pour les entrepreneurs, deux logiques différentes. Cela pose un problème de fond et on voit, en arrière-plan, les interférences politiques qu'il peut y avoir. La question est de savoir pour qui fait-on l'investissement. L'entrepreneur va choisir d'investir là où il prévoit de façon intuitive un retour sur investissement. Dans les pays dont les Etats sont faibles, en particulier, l'entrepreneur aura tendance à privatiser les profits et à les rapatrier, sans distribution importante sauf pour les actionnaires, et à socialiser les pertes. Le problème est que l'emprunt ou l'épargne ne génèrent pas nécessairement de profit sauf en investissant dans les capacités productives ou dans l'intermédiation financière, ce qui peut conduire à la spéculation et à des pertes d'emplois.

Dans la course vers les richesses africaines, Y. E. Amaïzo dénonce un slogan suivant lequel ces richesses seraient une malédiction. Elles ne le sont pas en Europe, elles ne le sont pas plus en Afrique. Il présente une analyse faite auprès d'un groupe d'investisseurs en Afrique subsaharienne par le groupe EMPA (Emerging Markets Private Equity Survey) en 2011. Ce qui préoccupe ces derniers, c'est essentiellement le risque politique et l'insuffisance des investisseurs privés sur le marché. Les autres contraintes, pourtant souvent citées, comme la régulation et la

fiscalité contraignantes, le trop faible niveau d'opportunités d'affaires, le niveau trop élevé des apports pour pénétrer le marché, les procédures de sortie contraignantes sont moins prégnantes. Par comparaison, la même enquête concernant l'investissement en Chine révèle que deux facteurs préoccupent particulièrement les investisseurs : ce sont la régulation et la fiscalité contraignantes, et le niveau trop élevé des apports pour pénétrer le marché. Dans un pays émergent, comme la Turquie, la perception du risque est moindre. Les Turcs entrent très vite dans le capital des entreprises. Pourtant le taux de croissance est relativement faible. Cette enquête montre qu'il n'y a pas de relation entre l'investissement et le taux de croissance.

### ► Les risques stratégiques

Contrairement à ce qu'on dit, la rentabilité des investissements en Afrique n'est pas extraordinaire. Accéder à la richesse de l'Afrique par l'investissement étranger direct ou par l'investissement en portefeuille devrait impliquer une indispensable régulation d'un Etat responsable qui, lui-même, devrait rendre des comptes à son peuple. Malheureusement, cette régulation n'est pas effective et les élites elles-mêmes ne jouent pas toujours le rôle qu'elles devraient jouer. La Chine est un autre risque stratégique à long terme. Avec 4 112 milliards USD de réserves internationales en 2012, la Chine peut se retrouver, via des fonds d'investissement en capital-risque au centre des principaux conseils d'administration en Afrique. Au Sud-Soudan, 30 % des sols sont achetés par les Chinois, non pas pour faire de l'agriculture, mais pour exploiter le sous-sol. Si on n'y prend garde, le sol n'appartiendra plus aux Africains prévient Y. E. Amaïzo. La part des fonds de capital-investissement levés sur les marchés émergents en Afrique subsaharienne a été de 6,4 % en 2010. Elle était au même niveau en 2006. Contrairement à ce qui est souvent dit, il n'y a pas beaucoup de capital qui va vers l'Afrique. On ne met pas du capital-

investissement là où ce n'est pas sûr, pas prévisible.

### ► Urgence de la polarisation

Il faut donner du sens à ce capital-investissement, se fixer des objectifs. La polarisation (ou les effets de la concentration géographique des activités économiques) est de plusieurs ordres : économique (infrastructures de bien-être et du savoir, santé, entrepreneuriat, création de pouvoir d'achat) ; temporelle (favoriser le long terme sur l'urgence ou le court terme). Si on oublie le moyen ou long terme, on favorise la spéculation. La polarisation territoriale : il faut stopper le laisser faire sur l'ensemble de l'espace sinon on abandonne des espaces pauvres ou perçus comme non productifs. Enfin, la polarisation sociale, éthique et environnementale implique l'intégration régionale et la participation des populations. Tout cela ne peut se faire que s'il y a une régulation et un Etat sérieux.

### ► Avantages compétitifs

Pour Y. E. Amaïzo, un problème important est que d'une manière générale on n'anticipe pas la performance en Afrique où on navigue entre contraintes et optimisme excessif. L'Afrique pâtit de l'insuffisance de données statistiques, d'espace de croissance. En Afrique subsaharienne, ce sont des marchés d'opportunité. Un autre problème plus récent est le prix d'accès compétitif par rapport aux autres pays émergents. La confiance des investisseurs et gestionnaires de capital-risque tient aux rendements élevés et en augmentation, par niches. En Afrique du Sud la rentabilité est meilleure (20 %) que celle du capital-investissement du Royaume-Uni ou des Etats-Unis (13 et 8 %) sur certains fonds. Les fonds africains eux-mêmes ont des références intéressantes mais celles-ci ont été calculées à l'extérieur.

Les flux de capitaux vers l'Afrique subsaharienne sont analysés pour 2007 et 2009. Les transferts de la diaspora représentent de l'ordre de 3 % du PIB, les investissements étrangers directs, 4 % ; les investisse-

ments en portefeuille ont subi une forte baisse passant de 6 % du PIB en 2007 à environ 2 % en 2009. L'aide publique au développement reste à un niveau élevé, de l'ordre de 5 % du PIB, ce qui montre que l'Afrique demeure tributaire de l'aide. Les flux d'investissement en capital privé vers l'Afrique subsaharienne montrent une progression intéressante de 1990 à 2009, mais ce sont surtout des investissements étrangers directs (29 096 millions USD contre 9 981 millions USD d'investissement en portefeuille en 2009).

### ► Conclusion

La rentabilité des investissements en Afrique est tributaire d'un certain nombre de conditions. Pour Y. E. Amaïzo, il faut accompagner l'émergence des avantages compétitifs. Pour cela, il évoque un certain nombre de principes et de règles :

- Planifier l'attractivité des investisseurs vers l'Afrique
- Obtenir une prévisibilité du niveau de transparence de l'environnement des affaires et d'égalité dans le traitement des accès
- Investir dans la mise à disposition d'informations fiables, et disponibles en temps réel
- Organiser la prévisibilité de la régulation des investissements par l'Etat
- Rééquilibrer la concurrence et la compétition entre acteurs des pays riches industrialisés, des pays émergents et d'Afrique
- Revenir à une prime liant « épargne-investissement-emploi décent » pour une augmentation-diffusion du pouvoir d'achat
- Arbitrer entre « investissement sollicité et investissement non-sollicité »
- Maximiser le rapport rentabilité/profit en termes d'effets induits
- Donner une prime à la minimisation des externalités négatives (qui ont un impact négatif notamment sur les emplois et les salaires)
- Contenir la dérégulation, synonyme de désinvestissement dans les capacités productives et donc de désindustrialisation. ■

R. Portella demande *quels sont, pour les 10 ou 20 ans à venir, les secteurs porteurs ?* On a parlé des mines, du pétrole dont certains pensent que les effets induits sont faibles. *Qu'en est-il des biens de consommation, des produits manufacturés, de l'environnement ?*

**Joël Krief** définit d'abord ce qu'est un banquier d'affaires. C'est quelqu'un qui tisse des liens avec des entrepreneurs, des dirigeants, des actionnaires d'entreprises dans la durée, dont il comprend leurs problèmes, leurs objectifs, leur stratégie, leur rentabilité en terme de transmission d'entreprise, de développement. A travers ces liens, il aide les chefs d'entreprise à trouver de l'argent, des opportunités, à acheter des entreprises, à introduire leur société en bourse, à accompagner l'entreprise au fil du temps.

### ► Qu'est-ce que la rentabilité ?

Pour en venir au sujet du jour qui est la rentabilité des investissements en Afrique, il pose la question : qu'est ce que la rentabilité ? Il n'y a pas deux investisseurs qui en ont la même perception. Concrètement, aujourd'hui, le taux sans risque en Afrique est de 5 à 6 %. Le taux sans risque est le taux auquel se financent les États. A titre d'exemple, la Côte d'Ivoire et le Gabon ont émis de la dette à ces taux-là. C'est une sorte de plancher, les investisseurs locaux pouvant accéder à ces placements puisqu'ils considèrent qu'il n'y a pas de risque politique, étant du même pays. Par contre, les investisseurs privés étrangers, qui cherchent des opportunités d'investissement, vont demander plus. Des compagnies d'assurance qui ont besoin de trouver des placements à long terme sont moins gourmands (6 à 10 %). Les institutions multilatérales de développement, les conglomérats privés déjà établis dans leur pays vont demander de 10 à 18 % alors que les courtiers internationaux vont jusqu'à 30 %. Ce n'est pas différent de ce qui se passe en Europe, le même type d'investisseur demandant le même niveau de rentabilité et se comportant de la même manière en terme d'analyse et de processus de décision.

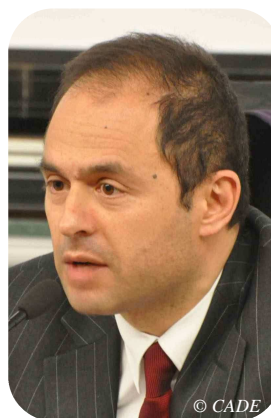
Pour J. Krief, on peut faire des investissements rentables en Afrique. Un point important est que pour me-

surer la rentabilité des investissements, il faut en être arrivé à leur terme. Souvent, la rentabilité des investissements est mesurée à la revente de l'entreprise, par l'introduction en bourse, ou par l'arrivée de nouveaux actionnaires, alors que les investisseurs ne touchent rien pendant 10 ans. C'est là que le bât blesse en Afrique. Sachant que le risque de liquidité est relativement important, les investisseurs demandent des rentabilités élevées. Le risque de liquidité élevé signifie que les marchés financiers ne sont pas très développés, que les transactions sont peu nombreuses. En conséquence, même si on a une entreprise rentable, que fait-on au bout de 10, 15 ou 20 ans ? On sera obligé de la céder pour percevoir le fruit de son investissement. Le problème de la rentabilité élevée exigée par les investisseurs vient souvent de l'absence de solution de cession à terme et non pas de rentabilité à terme, donc de l'absence de solution pour sortir à un moment donné et transmettre le projet.

R. Portella souligne qu'il y a un débat mondial sur l'investissement à long terme ; on cherche à éviter le « court-termisme ». Est-ce qu'en Afrique on se dirige vers de l'investissement à long terme et dans quels secteurs ? Sur les relations entre secteur privé et pouvoir public, il pose le problème des infrastructures qui, n'étant pas assez développées, font perdre 1 à 2 points de taux de croissance chaque année en Afrique.

### ► Des stratégies diversifiées

Pour J. Krief, chaque pays a ses spécificités et doit établir sa stratégie en fonction de ses atouts. Par exemple au Maroc, la stratégie a été de faire un effort constant pendant 20 ans pour développer le tourisme et passer le cap de 20 millions de touristes. C'est quelque chose qui se bâtit sur



Joël Krief

le long terme, sur des avantages compétitifs identifiés dans la durée. Il y a des pays qui ont du pétrole, d'autres qui n'en ont pas. Il donne l'exemple du Bénin. A l'indépendance, ce pays avait 2 millions d'habitants, 75 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté. Il a aujourd'hui 8 millions d'habitants et 25 % de sa

population vit sous le seuil de la pauvreté. Finalement, il y a à la fois proportionnellement moins de pauvres, et plus de pauvres dans l'absolu. C'est le paradoxe de l'Afrique.

La croissance démographique de l'Afrique l'a placée sur les marchés mondiaux. Pourquoi, il y a quelques années, un groupe asiatique se serait-il intéressé à l'Afrique de l'Ouest quand celle-ci ne comptait que 60 à 70 millions d'habitants alors qu'en Inde et en Chine il y avait des centres urbains de 10 à 20 millions d'habitants ? On voit bien qu'il n'avait pas intérêt à investir puisqu'il disposait du même marché sur quelques zones urbaines en Asie. Aujourd'hui, c'est différent. Le Nigeria va atteindre 400 à 500 millions d'habitants et peut devenir d'ici 50 ans la troisième ou quatrième puissance démographique, avec 40 millions d'habitants à Lagos.

J. Krief aborde, à partir de l'exemple d'Unilever, ce qu'il appelle le phénomène de retournement. Unilever gérait des marques « occidentales » en Afrique. Il s'est désengagé, considérant que l'approvisionnement, la gestion des plantations n'était pas son métier. Au Kenya et en Côte d'Ivoire, il a revendu ses plantations, parfois à des investisseurs locaux d'origine indienne, parfois à des investisseurs locaux associés à des groupes étrangers, notamment chinois. On assiste à un phénomène de

retournement, c'est-à-dire que ces groupes indiens et chinois qui achètent des plantations commencent à développer des marques avec des marchés énormes en Asie qui vont commencer à vendre en Afrique. Donc, aujourd'hui, les Unilever de demain sont en train de se bâtir en Afrique.

En ce qui concerne les secteurs por-

teurs, tous ceux qui sont liés à la consommation le sont. L'agro-industrie, moins connue, est également très porteuse. Une révolution agricole est en train de s'opérer en Afrique. Elle est liée à l'augmentation de la productivité agricole et va se déployer à travers l'Afrique. Par exemple, il faut aujourd'hui moins de coton pour acheter un tracteur

parce que les cours du coton sont élevés et que le prix des tracteurs, souvent d'origine indienne, baisse. Cette révolution fait que non seulement l'Afrique va devenir autosuffisante, mais elle sera exportatrice nette de produits alimentaires dans le reste du monde. L'Afrique peut devenir d'ici deux ou trois générations le grenier du monde. ■

## Le rôle des mouvements citoyens

R. Portella pose la question de la montée en puissance des mouvements citoyens et de leur impact sur les relations entre les entreprises et l'Etat. Il cite l'exemple de la mobilisation citoyenne à Londres contre un projet concernant le gaz ougandais dans lequel une entreprise britannique est impliquée et celui de la mobilisation autour de l'accaparement des terres au Sénégal.

J. Krief pense que les processus électoraux qui se multiplient en Afrique vont finir par trouver des solutions démocratiques. Par ailleurs, Internet, les médias de communication, la télévision font que les citoyens ont de plus en plus accès à des moyens pour s'exprimer. Il

donne l'exemple d'un groupe de presse indépendant qui, lors de troubles produits à l'occasion d'un processus électoral au Kenya, a donné chaque jour des informations précises et d'une qualité reconnue au niveau international. Ce genre de situation va se multiplier en Afrique car il y a des médias de plus en plus indépendants auxquels s'intéressent des groupes de communications étrangers, américains, européens mais également brésiliens et sud-africains. De plus en plus d'outils permettent aux citoyens d'exprimer leurs idées et d'influer un certain nombre de décisions.

Y. E. Amaïzo réagit à ce qui vient d'être dit. Il y a une évolution des relations entre l'actionnaire, le gestionnaire de l'entreprise et les salariés. Le problème posé est celui de

la participation. Faut-il que les citoyens interfèrent ? Il peut y avoir des groupes de pression de consommateurs critiquant la qualité de tel ou tel produit. Mais quel est leur rôle puisqu'ils ne participent pas au capital de l'entreprise ? Et pourtant, ils peuvent bloquer tout le système, ils peuvent être instrumentalisés, orienter des décisions. Pour Y. E. Amaïzo, on ne pourra pas associer dans l'avenir des partenaires indirects à l'entreprise. La question se pose au sujet de la corruption. Comment y faire face sans intégrer des partenaires additionnels, tels des systèmes de factoring par exemple pour faciliter les démarches douanières ? Pour Y. E. Amaïzo, il vaut encore mieux intégrer la corruption par la négociation préalable. ■

Avant d'entamer le débat R. Portella interroge **Brice Lodugnon** (qui débarque d'Abidjan et n'a pu arriver à temps pour le début de la rencontre) sur la perception depuis l'Afrique des investissements en Afrique et l'identification de secteurs porteurs. Ce dernier, qui est actif depuis une dizaine d'années au sein de Emerging Capital Partners remarque que s'il y a dix ans on considérait l'Afrique comme trop dangereuse et trop instable, à ce jour la tendance irait à dire qu'il faut être présent en Afrique et que les investissements y trouvent donc leur place. Encore faut-il faire la différence entre les différents intervenants ou formes d'investissements, dont il distingue trois types : l'investisseur local, l'investisseur financier et l'investisseur industriel. Ce qui est sûr c'est l'émergence d'un certain pouvoir d'achat et de niches dans les secteurs d'exploitations des ressources et dans les services. Il cite notamment comme secteurs particulièrement porteurs l'agro-industrie, les services financiers et les télécommunications. ■



Brice Lodugnon © CADE

## LE DEBAT

*Les premières questions portent sur le rôle des élites dans les investissements en Afrique et sur la manière dont on intègre les risques dans la rentabilité de ces investissements.*

Y. E. Amaïzo répond que les Africains épargnent mais que cette épargne ne va pas dans l'investissement. C'est le rôle du banquier et des intermédiaires financiers d'orienter cette épargne sur des investissements à moyen ou long terme. Il y a trop de liquidités mal orientées. Très peu d'Africains ont un compte en banque et quand ils en

ont un, ils sortent leur argent rapidement. Les banques taxent l'argent déposé chez elles, ce qui pose un problème de confiance. Un autre élément est que les banques sont censées conseiller. Certains quittent la banque pour créer de la micro finance ou des structures intermédiaires. La confiance se perd mais l'argent circule par le biais d'un sys-

tème économique de proximité. Le manque de confiance, ce n'est pas que la corruption ; c'est aussi un système mis en place qui est trop lourd et très conservateur.

J. Krief intervient pour préciser qu'il y a de grandes disparités entre les pays en ce qui concerne la liquidité des banques en Afrique. Il y a des pays qui exportent des ressources naturelles qui sont petits avec une faible population. Dans ce cas, les banques sont très liquides, comme au Gabon et en Guinée Equatoriale. Dans d'autres pays dont les économies sont plus développées et les populations plus importantes, comme au Cameroun, les banques sont moins liquides. Le Mali qui était traditionnellement un pays pourvoyeur de liquidités, investit en Côte d'Ivoire. Il y a donc des disparités régionales et souvent des compensations entre pays d'une même zone monétaire. Pour l'analyse du risque, il faut déterminer quel est le coût de l'argent sans risque et la prime de risque qu'il faut rajouter. L'intérêt de l'Afrique est qu'elle oblige à réfléchir. Sur des marchés développés, on dispose d'analyses, ce qui n'est pas le cas en Afrique où on est obligé de se poser des questions. Quel est réellement le coût de l'argent sans risque ? A quelle vitesse court le temps ? Ce sont des questions presque philosophiques. Donc, les banquiers d'affaires, les investisseurs doivent se poser les vraies questions. Aujourd'hui, l'investisseur est plus intéressé à multiplier son argent par 2 ou par 3 sur une période de temps donnée que de chercher des rendements de 20 à 30 %.

*R. Portella indique que les agences de notation sont maintenant très présentes en Afrique et elles commencent à faire leurs évaluations ; au bénéfice de qui, demande-t-il ?*

J. Krief répond que le problème des agences de notation est un problème de barème. C'est-à-dire qu'à un mo-

ment donné, les gestionnaires de



fonds qui gèrent des milliards n'ont plus le temps de se poser la question des risques. Ils s'adressent à des professionnels qui les analysent pour eux. Il précise à ce sujet que l'analyste formé sur les marchés africains pendant dix ans est bien meilleur que celui qui s'est formé sur les marchés européens ou américains parce qu'il aura été obligé de se poser des questions au lieu de se contenter d'appliquer de façon mécanique des règles.

*Pour un intervenant, la rentabilité des investissements en Afrique n'est pas la bonne question. Le problème est de savoir ou investir en Afrique, quels sont les secteurs porteurs ?*

*La croissance démographique de l'Afrique semble indiquer qu'il faut investir dans les biens de consommation, et notamment dans l'agro-industrie, l'agro-alimentaire, mais aussi dans les infrastructures. Selon cet intervenant il aurait fallu dès le départ poser de quel investissement il s'agit et dans quel secteur. En ce qui concerne la rentabilité, il interroge : de quelle rentabilité s'agit-il ? Est-ce sur les capitaux utilisés, sur les fonds propres ? C'est très important parce qu'il y a des activités qui demandent peu d'intensité capitalistique. Si on ne pose pas ces questions, on passe à côté du problème des besoins en investissement de l'Afrique pense cet intervenant.*

A cette question il est répondu que la rentabilité d'un investissement est mesurée par un indicateur calculé en faisant la différence entre l'investis-

sement initial et les flux qui sont générés par cet investissement en tenant compte du temps. Il peut y avoir une différence entre le taux de rendement d'un projet et le taux de rendement pour l'investisseur. Le taux de rendement d'un projet est ce que génère le projet indépendamment de ses modes de financement. Le taux de rendement pour l'investisseur est le rendement de l'argent investi dans le projet. A partir du moment où un entrepreneur est bon, tous les secteurs peuvent être rentables en Afrique et il n'y a pas de secteur où il faut éviter d'aller.

*Un intervenant revient sur le sujet sensible de la confiance, la corruption étant le « cancer » de l'économie africaine. Intégrer la corruption pose un problème d'éthique dans le monde des affaires. Le même intervenant suggère que pour diminuer les risques en Afrique, les gouvernements apportent des garanties sur le ticket d'entrée. Il regrette par ailleurs qu'il n'y ait pas construction en Afrique d'une véritable économie. Il demande comment réformer le secteur informel sans le détruire.*

Pour Y. E. Amaïzo, au-delà de l'éthique, il y a tout un environnement qui est mouvant. Les investisseurs dans le domaine des télécoms ont gagné beaucoup d'argent, mais ils n'ont pas développé de secteur industriel structurant. Choisir une activité de service permet une rentabilité plus rapide que de choisir une activité industrielle, plus complexe. Demander à l'Etat d'apporter des garanties quand un investisseur privé investit pose une question de fond. L'Etat veut se débarrasser du risque sans voir que ce risque a un coût que le privé assume. Si l'Etat apporte des garanties, les pertes éventuelles augmenteront sa dette qui devra être assumée par les contribuables pour des gens qui ont mal géré leur affaire.

A propos du secteur informel, J. Krief estime qu'une partie est déjà intégrée dans l'économie. Dans le cas de la téléphonie mobile, celle-ci a contribué à donner une identité à des gens qui n'en avaient pas. Elle permet le contact avec le reste de l'Afrique, même en l'absence de réseau routier. Il y a en Afrique de 100 à 800 millions d'entrepreneurs potentiels. Avec la téléphonie mobile, l'informel devient du formel.

*Une question est posée sur l'intégration des jeunes diplômés dans les grandes entreprises.*

C'est un vrai défi, beaucoup d'entre eux ont tendance à partir à l'étranger dès qu'ils ont fini leurs études ce qui engendre une dramatique fuite des cerveaux. Intégrer l'informel, c'est créer des sociétés capables d'accueillir de jeunes diplômés. Beaucoup de ces derniers ont tendance à aller, comme leurs aînés vers la banque, les entreprises de télécommunications, alors qu'aujourd'hui, il y a des secteurs entiers qui sont rentables, y compris dans les secteurs

de la santé et de l'éducation qui, de plus, sont peu exigeants en capital.

*Des questions portent sur la concurrence exercée par les Chinois sur les produits manufacturés sur place.*

Il est répondu que si on demande au secteur privé de prendre des risques, les Etats ont le devoir de protéger ces activités et de s'assurer que les frontières ne sont pas poreuses pour protéger l'économie locale. On voit dans les souks des vendeurs chinois qui parlent arabe et qui vendent des babouches faites en Chine. Les règles de l'OMC ne sont pas favorables à l'Afrique et si l'Etat n'aide pas l'initiative locale, les possibilités d'industrialisation seront faibles.

*Pour ce qui est de l'énergie, le problème ne se pose pas au niveau de la génération d'énergie mais il se pose au niveau de la gestion du service de distribution. Les sociétés de distribution de l'électricité qui ne sont pas bien gérées se retrouvent dans une spirale négative qui n'attire pas les investisseurs. Des réformes sont faites dans certains pays comme au*

Niger et au Cameroun, mais cela marche moins bien ailleurs.

*Sur la qualité du management, une illustration est donnée par la société hollandaise de fabrication de pagnes de haute qualité Visco. Cette société a été reprise récemment par un fond d'investissement qui a mis beaucoup d'argent sur la table alors que Visco détient que 5 à 6 % des parts de marché du haut de gamme, et que 95 % des pagnes viennent de Chine à des prix cassés. Cette société a fait le pari du haut de gamme avec l'ambition d'une rentabilité de 25 à 30 %. Donc, même dans un secteur concurrencé par les Chinois, il y a possibilité de faire des produits de qualité adaptés au marché.*

J. Krief en conclut que l'Afrique ne sera probablement pas l'atelier du monde, à cause des règles de l'OMC et des problèmes de rentabilité, mais l'Afrique peut espérer devenir le grenier du monde.

**Philippe Mathieu**



## Billet Europe Afrique

### Un exemple de partenariat original Europe-Afrique dans le domaine de la santé publique

Lancé en 2003 par le Parlement européen et le Conseil des Ministres le « Partenariat pour les essais cliniques entre pays européens et pays en développement » est un des instruments européens mis en œuvre pour lutter contre le sida, le paludisme et la tuberculose. Il apporte une aide à la formation et à la recherche tournées vers le développement de médicaments et de traitements, avec des bénéfices pour les deux parties. En Afrique du Sud où les adolescents sont tenus à l'écart des essais cliniques sur le sida, le projet a consisté à élucider les facteurs à l'origine de cette pratique et à créer et équiper 6 Centres de recherche sur leur vaccination.

Ce programme concerne 16 pays européens – dont deux, Norvège et Suisse, ne font pas partie de l'Union



©<http://projetafriqueusud.over-blog.com/20-index.html>

Européenne – et 29 pays de l'Afrique subsaharienne. Il aide 148 institutions publiques africaines et 42 européennes engagées dans des projets communs conduits dans 62% des cas par des chercheurs africains. En termes de financement, aux 400 millions € d'origine publique européenne dont la moitié en provenance des Etats membres – s'ajoutent 65 millions € apportés par le secteur privé, les ONG et des organisations caritatives. A ce jour 188 projets ont vu le jour.

Cette initiative, appelée à connaître prochainement une deuxième phase, renforce la capacité de recherche conjointe Nord-Sud dans un domaine phare – la santé publique – des Objectifs Millénaires pour le Développement.

**Jean-Loïc Baudet**

## L'énergie en Afrique subsaharienne

**L**e manque d'équipements énergétiques retarde le développement de l'Afrique subsaharienne. Quelle est donc la situation de la région dans ce domaine ? Quel potentiel et quels équipements ? Comment résoudre les difficultés récurrentes de financement et de gestion des ouvrages ? Quelles sont les perspectives d'amélioration ?

### ► Un exportateur net d'énergie

L'Afrique représente environ 9,5 % de la production énergétique mondiale, mais elle ne consomme qu'environ 3 % de cette production. La capacité de production des 48 pays au sud du Sahara est de 68 gigawatts (GW, milliards de watts), presque 2 fois inférieure à celle de la France.

Hors Afrique du Sud, la consommation d'électricité en Afrique subsaharienne représente à peine 1 % de celle des pays à revenu élevé.

### ► La place des énergies renouvelables

L'Afrique subsaharienne produit 82,9 térawattheures (TWh, 1 000 milliards de wattheures) d'électricité hydraulique, soit seulement 2,6 % de la production mondiale, mais elle n'exploite que 3 % de son potentiel hydroélectrique.

Elle tient une place insignifiante dans la production à partir des autres sources d'énergies renouvelables.

### ► Le cercle vicieux du sous-équipement énergétique

La pire difficulté consiste à vouloir distribuer de l'électricité à une population qui ne peut pas la payer. Cette contrainte est si prégnante que les bailleurs de fonds tiennent rarement leurs promesses, faute de rentabilité. Les entreprises privées sollicitées préfèrent la reprise d'installations existantes à la construction d'ouvrages neufs ; elles se désengagent souvent à cause du coût prohibitif de la réhabilitation d'équipements obsolètes et de l'impossibilité de vendre la production à son vrai prix.

### ► Un condensé des déficiences énergétiques : les barrages d'Inga, sur le Congo<sup>1</sup>

Si tous les barrages du complexe de « Grand Inga » étaient construits, ce site exceptionnel pourrait produire 44 gigawatts (GW, milliards de watts), capables de couvrir 40 % des besoins de l'Afrique !

Quant aux installations actuelles, elles sont censées générer 1 800 mégawatts (MW, millions de watts), mais plusieurs groupes sont à l'arrêt.

La situation vient d'empirer, suite à la baisse du débit du fleuve Congo et au manque d'entretien : « le barrage hydroélectrique d'Inga qui produit habituellement 800 mégawatts n'en fournit actuellement que 300 à l'heure où Kinshasa, à elle seule, a besoin de 650 mégawatts pour ses besoins énergétiques, domestiques comme industriels. »<sup>2</sup>

Les installations d'Inga tournent donc à moins de 20 % de leur capacité et ne parviennent plus à satisfaire la demande de Kinshasa.

### ► Quelles perspectives ?

- Les progrès dans l'équipement énergétique de l'Afrique suivront le rythme de l'amélioration des revenus. Il est paradoxal que « 500 millions d'Africains possèdent un téléphone portable, alors qu'ils sont 700 millions à ne pas avoir d'électricité »<sup>3</sup>. Le coût d'investissement moins cher du réseau téléphonique ainsi qu'un retour sur investissement plus rapide expliquent cette distorsion.
- Les programmes hydroélectriques ne manquent pas. La Banque africaine de développement cite la centrale hydroélectrique de Sahanivotry (réalisée) à Madagascar, les projets de modernisation des centrales du barrage d'Inga au Congo, de création de la centrale électrique de Bujagali en Ouganda et de l'usine hydroélectrique Itzhi-Texti en Zambie.
- D'autres initiatives sont prises dans les domaines de l'énergie solaire et éolienne en Afrique du Sud, de l'énergie éolienne au Cap-Vert, de la bio-énergie en Sierra Leone (conversion de canne à sucre en éthanol).
- L'Afrique du Sud dispose de la seule centrale nucléaire sur le continent. Elle veut construire d'ici à 2023 six nouvelles centrales et couvrir ainsi près d'un quart de ses besoins énergétiques. D'autres pays africains envisagent eux aussi le recours au nucléaire.
- Restent les possibilités ouvertes par l'accord de Durban (conférence sur le climat), signé le 11 décembre 2012. Malgré ses insuffisances, cet accord a reconduit le « mécanisme de développement propre » (MDP) qui permet aux entreprises du Nord de financer dans les pays du Sud des projets réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, le Fonds vert promis à Copenhague a été créé : bien que les modalités de son financement restent à préciser, il devrait réunir 100 milliards de dollars pour permettre aux pays en développement de financer leur transition énergétique.

Le débat sur les moyens du développement des infrastructures énergétiques en Afrique subsaharienne reste ouvert, d'autant que les rapports de prix entre les différents types d'énergie sont en train de changer significativement. C'est ainsi que le coût de l'énergie solaire décroît rapidement, grâce à la baisse spectaculaire du prix des modules photovoltaïques. ■

**Jean Roch**

<sup>1</sup> « Quand le fleuve Congo illuminera l'Afrique », Tristan Coloma, *Le Monde diplomatique*, février 2011.

<sup>2</sup> *Jeune Afrique*, 24 août 2011.

<sup>3</sup> *Le Monde diplomatique*, février 2011.



Marielle Gosset © M. G.

### *Megha-Tropiques* un programme majeur pour l'Afrique de l'Ouest

**L**e 12 octobre dernier, le satellite du programme franco-indien Megha-Tropiques était lancé par la fusée indienne PSLV depuis la base de Sriharikota en Inde. Placé sur orbite à 865 km d'altitude, avec une inclinaison à 20°, ce satellite, qui emporte à son bord différents instruments, va permettre de fournir des données sur le cycle de l'eau atmosphérique et les échanges d'énergie dans les régions intertropicales, des données que la communauté scientifique du monde entier, impliquée dans l'étude du climat, attend avec impatience. Dans le cadre de ce programme, l'IRD met en place, avec le soutien du CNES, un super site de validation au Burkina Faso, et notamment un radar polarimétrique, en partenariat avec la Direction de la Météorologie Nationale de ce pays et l'Université de Ouagadougou. Une « première » en Afrique de l'Ouest qui pourrait conduire à terme au développement d'outils de prévision des inondations.

« Tout cela s'est décidé très rapidement. Fin 2010 nous pensions en effet que le super site de validation que nous souhaitions installer en Afrique de l'Ouest dans le cadre de la mission Megha-Tropiques serait localisé à Niamey, au Niger, où se trouvait alors notre radar polarimétrique pour une campagne de pré-validation algorithmique. Mais des problèmes de sécurité nous ont obligé à quitter ce pays », explique Marielle Gosset, hydrométéorologue de l'IRD au sein du laboratoire Géosciences Environnement Toulouse (GET) et coordinatrice de l'ensemble des aspects « validation au sol » dans le cadre de Megha-Tropiques. C'est au printemps 2011 qu'a émergé l'idée de baser ce super site au Burkina Faso. « Nous avons donc prospecté dans ce sens et aujourd'hui, ce partenariat avec le Burkina Faso apparaît comme un modèle d'efficacité », tient-elle à souligner.

#### ► De l'importance d'un radar météorologique en Afrique de l'Ouest

Les radars météorologiques dont fait partie le radar polarimétrique Xport de l'IRD, sont des instruments qui permettent de disposer d'une vision tridimensionnelle de ce que l'on appelle les « systèmes précipitants », c'est-à-dire des nuages et de la pluie, dans un rayon de 100 à 200 kilomètres. Depuis déjà plusieurs années, les services météorologiques des grands pays les utilisent pour effectuer un suivi en temps réel des précipitations et observer ainsi la dynamique de celles-ci. « Ces radars peuvent être utilisés également pour mesurer quantitativement une précipitation et déterminer par exemple quelle quantité d'eau s'est infiltrée dans le sol afin de connaître son devenir hydrologique », indique Marielle Gosset dont les travaux qu'elle mène en collaboration avec des chercheurs de différents pays d'Afrique de l'Ouest sur l'estimation des pluies, via l'exploitation des radars, visent à développer des applications hydrologiques.

L'autre intérêt pour les chercheurs de disposer de ces mesures collectées par les radars météorologiques est de pouvoir dresser une estimation très fine des précipitations sur une superficie d'environ 10 000 à 20 000 km<sup>2</sup>, « une estimation de référence qui va permettre d'évaluer d'autres types de produits pluviométriques dont les pays d'Afrique de l'Ouest ont besoin », précise la chercheuse toulousaine. Le satellite lancé le 12 octobre dernier dans le cadre de la mission franco-indienne Megha-Tropiques et mis en orbite à 865 km d'altitude (voir encadré), va fournir des produits pluviométriques globaux, sur toute la bande tropicale. Or, sur certains sites localisés sur cette bande, en Inde, en Australie, au Japon et au Brésil, des radars météorologiques vont permettre d'effectuer une mesure de qualité grâce à laquelle pourront être évalués les produits satellitaires de Megha-Tropiques. « Il n'y avait pas de radar météorologique disponible pour ces études en Afrique de l'Ouest. C'est la raison pour laquelle nous avons proposé au CNES d'y envoyer notre radar polarimétrique. Si l'on excepte l'Afrique du Sud, c'est une première en Afrique d'utiliser un radar, qui plus est, innovant, pour faire de la validation de produits satellitaires », s'enthousiasme Marielle Gosset.

#### ► La recherche en Afrique n'est pas un long fleuve tranquille

Développé par Frédéric Cazenave de l'IRD, ce radar polarimétrique Xport, qui est en fait un prototype, est exploité par deux laboratoires, le laboratoire Géosciences Environnement Toulouse (GET) et le Laboratoire d'Etude des Transferts en Hydrologie et Environnement (LTHE) de Grenoble. Utilisé durant deux ans à l'occasion d'une campagne menée dans le cadre du programme international AMMA (Analyse Multidisciplinaire de la Mousson Africaine), cet instrument a rejoint dès 2010 le Niger pour

une durée d'un an, l'observatoire AMMA Catch (Couplage de l'Atmosphère Tropicale et du Cycle Hydrologique) ayant été sélectionné alors comme site de validation des produits pluviométriques Mégha-Tropiques pour l'Afrique de l'Ouest. Pendant sa thèse, effectuée au sein d'AMMA, Eric-Pascal Zahiri, aujourd'hui enseignant chercheur au sein du Laboratoire de Physique de l'Atmosphère et de Mécanique des Fluides (LAPA-MF) de l'Université de Cocody à Abidjan, en Côte d'Ivoire, a développé ce qu'on appelle des algorithmes qui servent à transformer la donnée brute fournie par le radar en un produit utilisable dans le domaine de la pluviométrie.

La pratique de la recherche scientifique sur le continent africain n'étant pas, loin s'en faut, un long fleuve tranquille, les chercheurs ont dû quitter Niamey fin 2010 pour des problèmes de sécurité et relever le défi, un de plus, de trouver en un temps record un autre site de validation où installer leur radar. « *L'idéal aurait été de pouvoir l'installer en Côte d'Ivoire qui compte quelques-unes des équipes de recherche les plus dynamiques et compétentes d'Afrique dans ce domaine des radars météorologiques. Mais les graves problèmes que connaissent alors le pays ne l'ont pas permis* », résume la chercheuse de l'IRD. D'où l'installation du site dans le pays voisin, le Burkina Faso, plus particulièrement en raison d'antécédents positifs en termes de partenariat. Ainsi la Direction de la Météorologie Nationale a accepté d'héberger l'instrument de l'IRD et de mettre à disposition du personnel technique. Animé par Frédéric Cazenave, ingénieur IRD affecté à Ouagadougou pour la coordination du super site, et par François Zougmore de l'Université de Ouagadougou, une équipe scientifique se fédère autour des activités de Megha-Tropiques au Burkina Faso.

Autres partenaires impliqués dans le projet, l'Institut de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA) et la Fondation 2IE (Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement), basée également dans la capitale du Burkina Faso, qui accueillera certains pluviomètres de l'IRD utilisés pour valider le radar polarimétrique. « *Nous avons évoqué avec les responsables de cette fondation la possibilité à terme peut être de développer des formations, voire des séminaires, sur la télé-détection appliquée à l'eau et à l'environnement, domaine que le programme d'enseignement de la Fondation ne couvre pas actuellement* », souligne-t-elle. L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) aidera pour sa part à réaliser une campagne de radio-sondages afin de documenter la vapeur d'eau atmosphérique, également mesurée par Megha-Tropiques.

#### ► Une mission qui dépasse largement le seul cadre de la recherche

C'est en janvier prochain que le radar polarimétrique de l'IRD sera mis en service et testé, la première campagne de mesures devant débuter à partir des mois d'avril et mai 2012, au début de la saison des pluies. Une seconde

## Mieux connaître le cycle de l'eau dans les tropiques



Telle est la mission du programme Megha-Tropiques, fruit d'une coopération, la première du genre, entre la France et l'Inde. Pièce maîtresse de cette mission, son satellite, placé sur une orbite à 865 kilomètres d'altitude, avec une inclinaison de 20 ° sur l'équateur, une originalité grâce à laquelle il revisite fréquemment les régions tropicales, avec un nombre de passages pouvant aller jusqu'à 6 par jour. A son bord, 4 instruments, parmi lesquels des instruments micro-ondes, dont la combinaison, qui constitue une autre originalité de cette mission, va permettre non seulement d'ausculter les nuages mais de les traverser. Principal instrument de cette mission, MADRAS, un radiomètre micro-ondes à balayage conique, fruit d'une coopération franco-indienne, qui va permettre aux chercheurs de disposer de mesures des précipitations au sol et de profils verticaux de ces précipitations, mais également de données concernant l'eau condensée dans les nuages sous la forme de liquide et de glace et le contenu intégré de vapeur d'eau. De son côté, SAPHIR, un sondeur micro-ondes à balayage transverse, a pour mission de mesurer, en condition nuageuse comme en ciel clair, le profil de la vapeur d'eau dans l'atmosphère de 0 à 12 kilomètres d'altitude. Grâce à SCARAB, un radiomètre à balayage transverse et à large bande, visible infrarouge, les chercheurs pourront disposer de mesures des flux radiatifs qui sortent au sommet de l'atmosphère, à la fois dans les ondes longues et courtes. Enfin, le dernier instrument à bord, le GPS-ROS, qui est un récepteur de radio-occultation, servira à mesurer les profils de température et de vapeur d'eau dans l'atmosphère.

campagne sera réalisée l'année suivante. Eric-Pascal Zahiri, l'universitaire ivoirien, et Modeste Kacou, un jeune doctorant, également Ivoirien, dont il encadre le travail de thèse que co-dirige Marielle Gosset, ont été invités par l'IRD à participer à ces campagnes de validation Megha-Tropiques. Parallèlement, une chercheuse burkinabé, Pétronille Kafando, du Laboratoire de Physique Chimie de l'Environnement (LPCE) de l'Université de Ouagadougou, qui, après avoir fait sa thèse en France, dirige aujourd'hui une petite équipe structurée autour de l'utilisation du radar pour la surveillance de l'environnement, participe également à ce volet du programme franco-indien. « *C'est d'autant plus enthousiasmant que nous participons activement à la création d'une nouvelle génération de chercheurs notamment en Côte d'Ivoire* »,

## Le radar polarimétrique XPort

Entièrement conçu et développé par l'IRD, le radar polarimétrique XPort installé au Burkina Faso est un instrument météorologique qui fonctionne en bande X (longueur d'onde de 3 cm). Utilisant des technologies de diversité de polarisation, qui consistent à envoyer simultanément des ondes électromagnétiques horizontales et verticales pour estimer la forme et la taille des gouttes de pluie, et de réception cohérente qui permet d'analyser la manière dont ces deux types d'ondes se propagent à travers la pluie, XPort améliore significativement l'estimation quantitative des pluies sur toute la zone qu'il couvre. D'où l'obtention d'une imagerie haute résolution grâce à laquelle les chercheurs peuvent observer plus finement la structure des champs de pluie et en analyser la variabilité spatiale et temporelle.



© IRD/Cazenave, Frédéric

déclare la chercheuse de l'IRD. De jeunes chercheurs ivoiriens qui pourtant, on ne le dit pas assez, travaillent dans des conditions extrêmement difficiles du fait de l'instabilité politique de leur pays. Or malgré cela, ils restent très dynamiques, voire moteurs dans les programmes auxquels ils participent.

« *L'essentiel est qu'ils s'approprient la discipline* », estime Marielle Gosset, ce qui n'est pas toujours facile étant donné les conditions dans lesquelles ils travaillent le plus souvent. En France par exemple, les étudiants n'ont pas à se soucier quand ils effectuent une recherche bibliographique, les universités et les établissements publics de recherche bénéficiant d'abonnements électroniques négociés à une multitude de revues scientifiques indispensables. En revanche, l'accès à la bibliographie représente un frein pour les étudiants dans la plupart des universités des pays de l'Afrique de l'Ouest. D'où l'intérêt des mécanismes et des outils mis en place par un organisme comme l'IRD, ceux-ci permettant de faire venir en France des doctorants et de jeunes chercheurs du continent africain. « *Ce qu'on appelle les bourses d'échanges de courte durée permettent à ces personnes notamment de rester connectés avec un réseau international et d'être informés ainsi des dernières avancées dans leur discipline, ce qui est indispensable* ».

Marielle Gosset connaît bien les conditions dans lesquelles travaillent ses homologues en Afrique. Elle a pu les apprécier notamment dans le cadre du programme international AMMA auquel elle a participé durant 6 ans, en particulier au Bénin. « *Les étudiants africains que nous recevons sont extrêmement demandeurs pour faire de la science et collaborer avec nous. Cela dit, ils ont toujours la crainte de ne pas trouver de travail dans leur pays, une fois la thèse soutenue* », observe-t-elle. Ils sont d'autant plus intéressés par des programmes comme AMMA et Mégha-Tropiques qu'ils sont confrontés depuis leur plus jeune âge aux problèmes de la pluie, cette pluie dont les populations guettent fébrilement l'arrivée, l'eau qui tombe du ciel se faisant souvent attendre dans ces terres de l'Afrique subsaharienne. Parfois même les précipitations si désirées ne sont pas au rendez-vous, faisant

alors ressurgir le spectre de la sécheresse. D'autres fois, ce sont les inondations qui frappent ces populations. Difficile alors de ne pas se sentir concerné par ces problèmes récurrents qui conduisent parfois à des catastrophes de grande ampleur.

### ► Beaucoup d'applications attendues

Mégha-Tropiques est d'autant plus important pour les populations africaines que le satellite sur lequel repose toute la mission - même s'il est orienté sur l'étude du climat - concerne également la météorologie opérationnelle qui « assimilera » ses données en temps réel, et participe au programme *Global Precipitation Measurement* (GPM), une mission d'initiative nippo-américaine visant à améliorer l'étude globale des précipitations. Or mesurer les précipitations est indispensable dans le cadre d'applications comme le suivi de la sécheresse ou de la végétation, voire la prévision des inondations. « *Nous essayons dès à présent de réfléchir à un outil spécifique de prévision des inondations basé sur les données Mégha-Tropiques. Aussi sommes-nous en train de mettre en place un groupe de travail constitué de scientifiques mais aussi de personnels opérationnels et de décideurs* », explique Marielle Gosset. Ainsi, en Côte d'Ivoire, c'est un universitaire travaillant au ministère de l'Environnement, qui participe à ce groupe de travail alors qu'au Bénin, c'est un représentant de la Direction Générale de l'Eau, autrement dit des personnes situées en aval qui se préoccupent davantage du risque lié à la pluie. Plus généralement, une communauté scientifique émerge progressivement autour du risque hydrométéorologique, communauté qui regroupe en particulier beaucoup de représentants de l'Inde, du Brésil et de différents pays d'Afrique de l'Ouest. ■

**Jean-François Desessard**  
*Journaliste scientifique*

Contact : Marielle Gosset  
Courriel : [marielle.gosset@ird.fr](mailto:marielle.gosset@ird.fr)

## La recherche en Afrique un métier pas toujours facile au quotidien



Eric-Pascal Zahiri

**S**'il bénéficie d'une certaine aura aux yeux du public, le métier de chercheur reste encore hélas trop souvent méconnu, a fortiori en Afrique où il prend parfois l'allure d'un parcours du combattant permanent pour celui qui l'a choisi. C'est le cas de Eric-Pascal Zahiri, enseignant chercheur à l'Université de Cocody à Abidjan, en Côte d'Ivoire, qui après avoir fait sa thèse de doctorat à l'Université de Toulouse, sous la direction de Marielle Gosset, chercheur de l'IRD, participe aujourd'hui au programme franco-indien Mégha-Tropiques.

Le radar polarimétrique XPort de l'IRD qui va être utilisé au Burkina Faso, dans le cadre du programme Mégha-Tropiques, Eric-Pascal Zahiri le connaît bien. Il a participé en effet à la mission au Bénin au cours de laquelle cet instrument, installé à Djougou, a été utilisé pour la première fois. « C'était dans le cadre du programme AMMA (Analyse Multidisciplinaire de la Mousson Africaine) », précise-t-il. Il s'agissait alors d'échantillonner les précipitations qui alimentent en eau le bassin de la Donga, l'un des sous-bassins de la haute vallée de l'Ouémé. Couvrant une superficie d'environ 10 000 km<sup>2</sup>, celui-ci est en effet représentatif du cycle de l'eau en climat soudanien. Par la suite, Niamey, au Niger, ayant été choisie initialement pour abriter le super site de validation du programme franco-indien Mégha-Tropiques, le radar polarimétrique XPort de l'IRD y a été installé et le chercheur ivoirien de l'Université de Cocody a participé à la campagne de pré-validation algorithmique qui s'y est déroulée courant 2010. « Contrairement à d'autres instruments, le radar n'effectue pas de mesures directes. Il fournit un signal en termes de puissance et de phase. Or pour pouvoir quantifier des quantités de pluie à partir de ce signal, il nous faut développer des algorithmes. C'est un gros travail de mathématiques et de programmation spécifique », résume-t-il.

### ► Des travaux aux répercussions importantes

La sécurité des chercheurs n'étant pas pleinement garantie au Niger, l'IRD décide alors de trouver un autre pays d'Afrique de l'Ouest pour y installer ce super-site équipé notamment de son radar polarimétrique. Ce sera donc le Burkina Faso où la première campagne de mesure, dans le cadre du programme Mégha-Tropiques, est prévue pour le printemps 2012, fin avril - début mai, à l'arrivée de la saison des pluies. « Nous allons participer à l'acquisition des données avec deux ou trois étudiants en plus des chercheurs impliqués dans ce programme et essayer de créer sur place une formation à l'attention d'étudiants, l'objectif étant de leur expliquer comment tout cela fonctionne », indique Eric-Pascal Zahiri. Viendra ensuite le traitement des données puis, à plus long terme, le développement de produits pluviométriques nécessaires, notamment dans le domaine de l'hydrologie, de l'aménagement du territoire ou de l'agriculture, voire indispensables pour la prévision des inondations, en l'associant à l'imagerie satellitaire, qui, tout comme les épisodes de sécheresse, peuvent avoir très rapidement des conséquences désastreuses en Afrique de l'Ouest.

« L'un de nos objectifs est d'observer l'efficacité des systèmes précipitants, autrement dit de voir si tous précipi-

tent de la même manière. Certains d'entre eux sont très développés mais, au final, ne produisent pas la quantité de pluie espérée en raison d'une forte évaporation comme on l'observe dans certaines régions d'Afrique, et en particulier en zone sahélienne », explique-t-il. Aussi les chercheurs vont-ils essayer de caractériser ces différents systèmes précipitants en prenant en compte leurs différentes phases, depuis leur naissance jusqu'à leur déclin. Autant de travaux qui se situent dans le prolongement d'AMMA, des travaux d'une extrême importance pour le devenir des pays d'Afrique de l'Ouest et de leur population mais pour lesquels, paradoxalement, les chercheurs africains ont beaucoup de mal à obtenir des financements. « Beaucoup de décideurs politiques en Afrique ne perçoivent pas encore l'intérêt de ce type d'étude, faute d'y être sensibilisés. Pourtant, les résultats attendus auront nécessairement des répercussions, par exemple sur la santé des populations, mais plus généralement sur les ressources en eau et le développement agricole et économique des pays d'Afrique de l'Ouest », observe Eric-Pascal Zahiri.

### ► De l'enthousiasme malgré les difficultés

La situation est d'autant plus difficile pour Eric-Pascal Zahiri que l'Université de Cocody est fermée depuis avril 2011, suite aux événements politiques qui ont secoué la Côte d'Ivoire, et sa réouverture n'est pas prévue avant l'automne 2012. Qui plus est, le Laboratoire de Physique de l'Atmosphère et de la Mécanique des Fluides au sein duquel il travaille a subi des dommages importants. La trentaine de chercheurs, d'enseignants chercheurs et de techniciens que compte ce laboratoire s'est donc momentanément dispersée. « Nous travaillons à notre domicile alors que nos étudiants sont dans la nature », déplore-t-il, reconnaissant que « moralement, c'est difficile ». Mais la passion et l'enthousiasme de cet enseignant chercheur ivoirien et de ses collègues font que la recherche se poursuit, même si leurs conditions de travail feraient pâlir n'importe quel chercheur français. Quoiqu'il arrive, Eric-Pascal Zahiri et Modeste Kacou, un thésard qu'il encadre et qui tout comme lui réalise sa thèse à Toulouse, sous la co-direction de Marielle Gosset, seront fin prêts pour la première campagne de Mégha-Tropiques au Burkina-Faso au printemps prochain. ■

Jean-François Desessard  
Journaliste scientifique

Contact : Eric-Pascal Zahiri  
Courriel : [zahiripascal@yahoo.fr](mailto:zahiripascal@yahoo.fr)

---

---

## Colloque international de la Société des Africanistes.

### « Quels regards scientifiques sur l'Afrique depuis les Indépendances ? »

---

**L**es 17 et 18 novembre 2011 s'est tenu au Musée du quai Branly le premier colloque international organisé par la Société des Africanistes sur le thème « Quels regards scientifiques sur l'Afrique depuis les Indépendances ? ».

Le colloque a été ouvert par une allocution de Souleymane Bachir Diagne qui a situé pour la recherche sur l'Afrique le temps présent comme une troisième phase « aut centrée mais pas autarcique » dans laquelle les regards se sont intériorisés ; la clôture en a été assurée par Jean-Pierre Chrétien qui a fait ressortir l'intérêt des diverses communications face aux défis auxquels les sociétés africaines sont confrontées.

Le colloque s'est déroulé en 8 sessions couvrant des domaines aussi divers que la littérature et les langues, les techniques et savoirs locaux, la structure des sociétés anciennes et les nouveaux modèles d'organisation sociale, la préhistoire et la protohistoire, le foncier : res-

sources naturelles et territoires. Sans oublier les questions de développement et le thème des Etats : pouvoir et gouvernance. Il s'est terminé au siège de l'Organisation Internationale de la Francophonie par la remise du prix de thèse de la Société des Africanistes par Françoise Héritier et Yves Coppens.

Le président de la Société des Africanistes, Elisée Coulibaly, a présenté, dans son mot de bienvenue, les deux nouvelles orientations de l'activité de son organisation : collaboration entre chercheurs du Nord et du Sud, ouverture de la recherche à la transdisciplinarité.

Jean-Loïc Baudet

Ndlr : Programme détaillé sur : <http://www.africanistes.com/la-societe/programme-du-colloque-de-la-societe-des-africanistes.html>

---

## Compte-rendu du débat sur Frantz Fanon

**L**e 28 novembre dernier, l'Agence d'information Médiapart a organisé un débat consacré à **Frantz Fanon**, en partenariat avec l'Institut du Tout-Monde, la Fondation F. Fanon et le théâtre de Chaillot, entre l'historien Pap Ndiaye, Nicole Lapiere (socio-anthropologue), Louis Georges Tin (**président** du CRAN\*), Elsa Dorlin (philosophe) et François Noudelmann de France-Culture. Ce débat était animé par Joseph Confavreux, journaliste à Médiapart.

Edwy Plenel introduit le débat en rappelant que cette séance se **passait tenait** dans la salle Gémier du TNP\*\* où l'on avait proclamé les Droits de l'Homme en 1948. La table ronde devait discuter, 50 ans après son décès, de l'actualité des thèses de Fanon et de l'usage que l'on pouvait en faire aujourd'hui.

Cette tâche incombait aux intervenants dont le plus convaincant fut, assurément, le professeur Pap Ndiaye qui développa avec beaucoup de pertinence l'analyse de Fanon sur la double aliénation du colonisateur et du colonisé et ses prolongements au-delà d'une situation d'indépendance politique : ainsi nous constatons aujourd'hui que les comportements et réactions du colonisateur n'ont pas changé mais, en prenant d'autres formes, continuent d'être obliés par la quête du pouvoir, les préjugés et la condescendance qui caractérisaient ses relations avec le colonisé.

Autant dire que ce dernier et ses descendants continuent de subir ces relations, même dans les métropoles occi-

dentales (Europe et USA).

Ces conséquences que les Américains ont nommé « postcoloniales » ont été mises à jour clairement, notamment par les écrits du professeur Homi Bhabha, qui influence aujourd'hui toute la littérature européenne sur la question.

Fanon, ce Martiniquais d'origine, théoricien anticolonialiste, avait prévu explicitement ces conséquences, dans la manière où, disait-il, les « élites » et leaders politiques des nouveaux Etats indépendants se seraient contentés de remplacer le colonisateur sans modifier leurs pratiques prédatrices centrées sur le modèle européen. Ce qui se passa effectivement au lieu d'inventer une politique radicalement neuve comme le préconisait Fanon.

Au cours du débat, on rappela aussi la préface de Sartre aux « Damnés de la terre » et comment elle avait **incliné incité ou initié** les interprétations erronées sur « Fanon, apôtre de la violence ». C'était oublier les nombreux appels de Fanon à la fraternité, au refus d'assumer rancune et vengeance contre l'opresseur, à l'affirmation que l'homme, une fois libéré, n'a pas à ressasser le passé mais à choisir son futur.



Nicole Lapierre et Edwy Plenel insistèrent sur cet aspect important et [se plurent à lire à son appui plusieurs extraits de l'œuvre](#) du psychiatre antillais montrant que la violence, pour lui, relevait de la stratégie, et non jamais de l'idéologie.

Il faut, enfin, signaler l'intervention du Martiniquais L.G. Tin qui s'attacha à rappeler les mouvements de revendication pour/ou par les Nègres dans l'histoire, et fit remarquer que, [bizarrement, que](#) c'était en France qu'on s'insurgea lorsqu'on créa le CRAN, sous prétexte qu'en France il n'y avait pas de « Question Noire ».

L'ironie de Tin atténuait la gravité de ton du débat sans rien lui enlever de sa cohérence et de son intérêt.

Au bout de deux heures, on libéra le public si nombreux qu'on dut refuser du monde. C'est que le « retour » de Fanon comme penseur majeur du « post-colonialisme » s'impose comme une évidence. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

**Lilyan Kesteloot**

\*CRAN : conseil représentatif des associations noires

\*\* TNP : Théâtre national populaire



## La formation au cœur du développement

Christine Heuraux, *L'Harmattan 2011*

Directrice à l'EDF du Pôle « Accès à l'énergie », Christine Heuraux a publié en 2010 « L'électricité au cœur des défis africains. Manuel sur l'électrification en Afrique ».

Cette année, son ouvrage sur la formation au cœur du développement porte principalement sur la mise en place de formations liées à l'électrification rurale, aux métiers de l'eau et aux métiers forestiers.

En préface, le Président Abdou Diouf nous rappelle que seulement 12 % de la population rurale de l'Afrique au Sud du Sahara a accès à l'électricité. Desservir tous les villages africains à partir des réseaux centraux est une mission financièrement impossible. Seules sont disponibles des techniques d'électrification décentralisée, principalement groupes diesels ou panneaux solaires. Mais la mise en place et la pérennisation de ces solutions décentralisées ne sont possibles que si des spécialistes de ces techniques et des gestionnaires sont formés. L'enseignement professionnel ne fournissant généralement pas ce type de professionnels, il appartient à chaque projet de créer des formations spécifiques qui souvent ne survivent pas au projet. Un effort est fait pour chercher des solutions au niveau national et régional. Christine Heuraux les décrit mais cède aussi la plume à Alassane Agassou, directeur de l'Agence malienne pour le développement de l'énergie domestique et de l'électrification

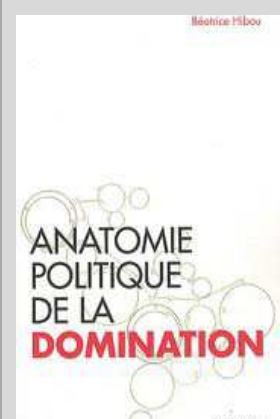
rurale et à d'autres responsables d'initiatives au Mali, au Burkina Faso, au Sénégal, au Bénin, à Madagascar, au Gabon, au Botswana. Elle cite la « Facilité Energie ACP-UE » mise en place par l'Union Européenne. Elle plaide pour « un effort concerté qui permette aux divers acteurs...de mener une action efficace sur le long terme ».

Il s'agit donc d'un complément précieux à son manuel d'électrification rurale. Les exemples cités montrent que l'électrification rurale a des effets domestiques (éclairage, TV) mais aussi professionnels (boulangeries, ateliers de soudure et de réparation, couture, commerces, charge de batteries, cybercafés). Il y a donc beaucoup d'emplois induits.

Nul doute que cet ouvrage sera précieux pour tous les acteurs du secteur et qu'il leur permettra de développer des efforts coordonnés pour que le nombre des villageois raccordés augmente rapidement.

A noter que l'ouvrage se termine par une communication de Michel Roussin et une postface du directeur du développement rural à la Banque mondiale.

**Louis-Luc Camier**



## Anatomie politique de la domination. Hibou Béatrice

*La Découverte*, avril 2011. 298 pages.

L'auteur se penche dans ce livre sur les « douceurs insidieuses » des régimes autoritaires en procédant par analyse comparative.

Ceux qui s'intéressent à l'Afrique verront avec plaisir les régions africaines, non comme des exceptions, mais comme des modalités spécifiques à comparer avec d'autres régimes autoritaires. Pour ceux qui s'intéressent au développement, on peut recommander en particulier le chapitre 4 « Modernité et technocratisation » et les réflexions (pp. 134 à 142) sur l'expertise en développement comme « machine antipolitique » et son rôle dans le processus de domination et de normalisation.

**D. G.**

(Suite de la page 1)

l'Union Européenne qui renouvelle son engagement au titre de Kyoto), mais sur la volonté collective de trouver d'ici 2015 un accord pour réduire leurs émissions à partir de 2020. La nature juridique de cet accord reste à trouver et divise les pays. Ce report est évidemment très critiquable. Il n'en reste pas moins qu'entre temps les pays les plus réticents aujourd'hui à tout engagement contraignant, dont la Chine et les Etats-Unis, prendront, sur des bases volontaires, des dispositions telles que la création de marchés de gaz à effet de serre, le développement d'activités économes en énergie, la mise en place d'une industrie écologique, autant d'initiatives qui feront avancer les chances d'un futur accord global et contraignant. Quant aux pays en développement qui ont le plus à pâtir de l'absence d'accord, ils devront se mobiliser d'ici là pour faire aboutir un accord mondial, donner corps au Fonds Vert (qui n'est pour le moment qu'une coquille vide) et faire adopter ses moyens de financement innovants, enfin valoriser leurs atouts au titre du MDP qui a profité jusqu'à présent plus à l'Asie qu'à l'Afrique.

En attendant l'accord sur le fonctionnement d'un marché mondial du CO<sup>2</sup> pour 2015, les émissions de gaz à effet de serre vont augmenter d'année en année et rendre plus sévères les mesures à prendre pour limiter, s'il en est encore possible, la hausse de température mondiale à 2 °C, comme s'y sont engagés tous les pays au Sommet de Copenhague en 2009.

**La CADE**

### **Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)**

Association Loi 1901

Président : Jean-Loïc Baudet

Président d'honneur : Michel Levallois

Vice-présidents : Raymond Césaire, Georges Courade,

Roland Portella, Secrétaire générale : Claudie Lasserre

Trésorier : Philippe Mathieu

#### **La Lettre de la CADE**

Directeur de publication : Jean-Loïc Baudet

Comité de rédaction : Raymond Césaire, Michel Levallois,

Philippe Mathieu, Jean Roch, Denyse de Saivre,

Henri Senghor, Jean Brice Simonin.

Ont collaboré à ce numéro :

Louis-Luc Camier, Jean-François Desessard,

Dominique Gentil et Lylian Kesteloot

Iconographie, mise en page et maquette :

Sara Valdés Desessard

Crédits photos RD : J. B. Simonin

La CADE : 5 rue des Immeubles Industriels 75011 Paris, FR.

Tél.: 01 43 48 14 67 / Fax : 01 44 93 87 50

Courriel : cade@afrique-demain.org

Site : www.afrique-demain.org

Dépôt légal à parution. Numéro ISSN : 1290-581X



## **Agenda de la Cade**



### **Rencontres-débats à l'ENA**

**de 17 h 45 à 19 h 45**

- **Mercredi 11 janvier 2012 : Table ronde exceptionnelle.** « *Nouvelles forces, nouveaux enjeux, quelle construction des Afriques ?* », avec M. André Julien Mbem, éditeur et essayiste; Mme Ayoko Mensah, rédactrice en chef du magazine Afriscope à Africultures et consultante culturelle; Mme **Madeleine Mukamabano**, ancienne journaliste, consultante auprès des organisations internationales, Société Undercurrent; M. **Nouréini Tidjani-Serpos**, ancien directeur général adjoint de l'UNESCO; M. **Seydou Madani Sy**, ancien Recteur de l'Université de Dakar, ancien Recteur de l'Université de la Francophonie d'Alexandrie (Egypte), ancien ministre de la Justice, ancien Médiateur de la République; S. E. Monsieur **Olabiyi Babalola Joseph Yai**, ambassadeur délégué permanent du Bénin auprès de l'UNESCO.
- Mercredi 15 février 2012 : Cycle I -
- Mercredi 14 mars 2012 : Cycle II -
- Mercredi 11 avril 2012 : Cycle III -
- Mercredi 16 mai 2012 : Cycle I -

**Partenariat** avec le CRDP de Rouen et l'Université du Havre



« **L'Afrique en mouvement** »

Vous pouvez télécharger l'intégralité des fiches pédagogiques réalisées à partir des 9 conférences données à l'Université du Havre dans le cadre « *L'Afrique en mouvement* » sur les sites ci-dessous :

CDRP de Haute-Normandie : <http://crdp.ac-rouen.fr/crdp76/>

CDDP de Seine-Martime : <http://cddp76.ac-rouen.fr/>

CADE : <http://www.afrique-demain.org>

### **Abonnement à La Lettre de la CADE :**

Nom .....Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Courriel .....

Abonnement seul : 40 €, - étudiants : 8 €, - entreprises, collectivités locales : 200 €. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 55 €  
Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.

### **Copyright :**

Le contenu de *La Lettre* est libre de droits pour des usages non commerciaux, à la condition de citer la source (CADE) et de ne pas modifier le texte.